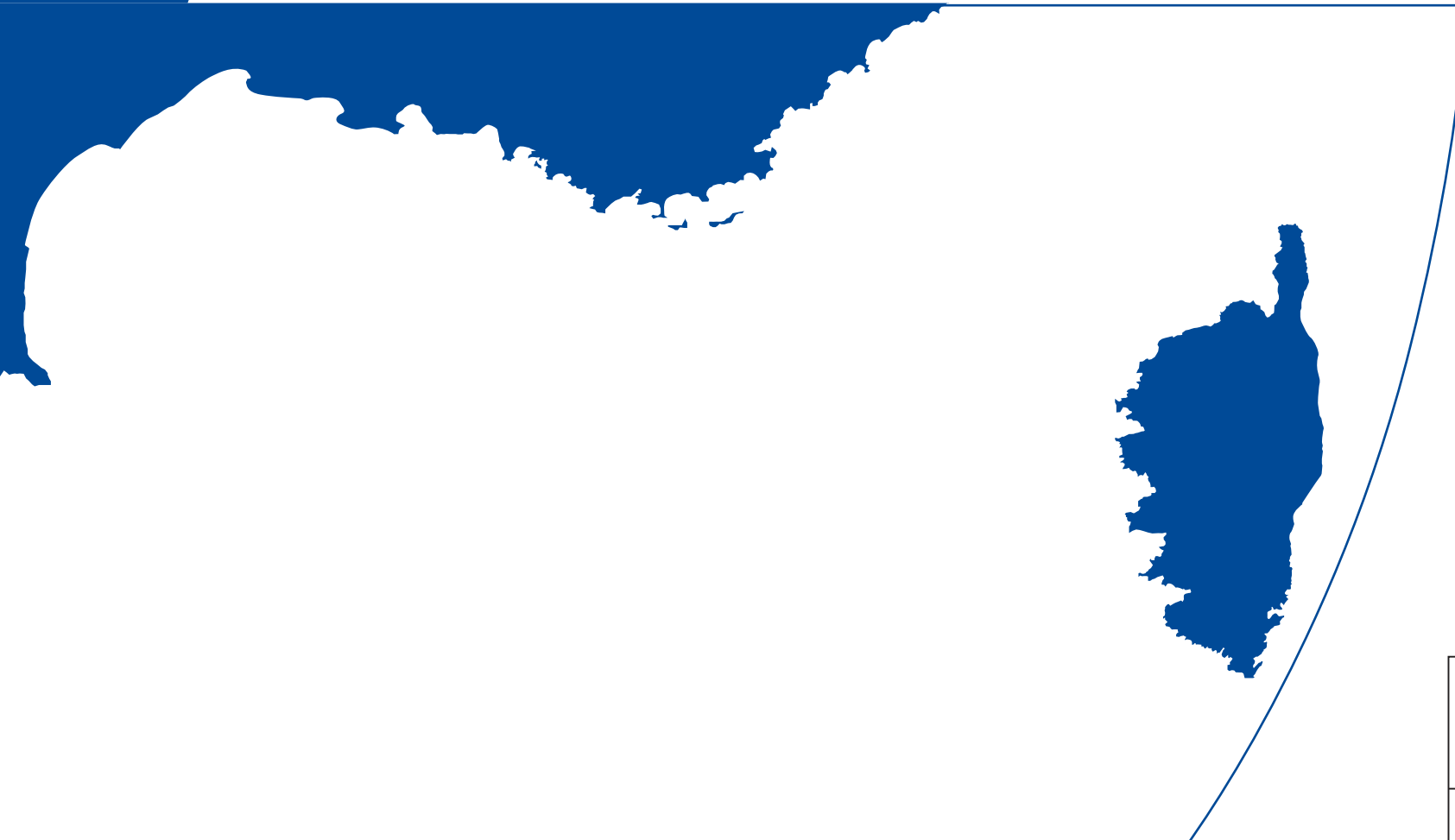


Stratégie de façade maritime

Façade Méditerranée - Annexe 5 : Tableau justificatif des dérogations associées à un objectif environnemental



Document
Stratégique
de Façade
Méditerranée



Etat néant.

Qu'est-ce qu'une dérogation ?¹

L'article 14 de la Directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre « stratégie pour le milieu marin » - DCSMM) prévoit qu'un État membre peut identifier dans ses eaux marines **des cas, dénommés « dérogations », dans lesquels les objectifs environnementaux ou le bon état écologique ne peuvent pas être atteints au moyen des mesures** qu'il a prises.

Un nombre restreint de **motifs** peut être invoqué (articles L.219-12 et L.219-14 du Code de l'environnement) :

- action ou absence d'action qui n'est pas imputable à l'administration de l'État, aux collectivités territoriales et à leurs groupements ainsi qu'aux établissements publics et autres organismes exerçant une mission de service public ;
- causes naturelles ;
- force majeure ;
- modifications ou altérations des caractéristiques physiques des eaux marines causées par des mesures arrêtées pour des raisons d'intérêt général supérieur qui l'emportent sur les incidences négatives sur l'environnement, y compris sur toute incidence transfrontière ;
- conditions naturelles ne permettant pas de réaliser les améliorations de l'état des eaux marines concernées dans les délais prévus ;
- coût disproportionné ;
- absence d'un risque important pour le milieu marin.

L'autorité administrative indique ces cas dans le plan d'action et les justifie auprès de la Commission européenne.

NB : Au moment de l'adoption de la stratégie de façade maritime Méditerranée, aucune dérogation n'est prévue. Des dérogations pourront être identifiées au moment de l'élaboration du plan d'action, pour les cas où l'atteinte du bon état écologique des eaux marines ou d'un objectif environnemental afférent n'est pas possible, pour des raisons d'intérêt public majeur, de coûts disproportionnés ou de conditions naturelles. Ces dérogations devront être motivées et accompagnées de mesures d'atténuation. Avant d'être inscrites dans les DSF par les préfets coordonnateurs, elles devront faire l'objet d'une saisine de l'autorité environnementale et d'une consultation des instances et du public. Elles seront ensuite notifiées à la commission européenne.

La délivrance d'une autorisation incompatible avec un objectif environnemental du DSF n'est pas possible en amont de l'inscription d'une dérogation concernant cet objectif environnemental dans le DSF.

¹ Voir aussi : [Arrêté du 11 juillet 2018](#) relatif aux critères et méthodes à mettre en œuvre pour l'élaboration des deux premières parties du document stratégique de façade, mentionnées aux 1° et 2° du III de l'article R. 219-1-7 du code de l'environnement, et de sa quatrième partie mentionnée au 4° du III de ce même article

**Ministère de la Transition écologique
et solidaire**

Direction interrégionale de la mer Méditerranée

16 rue Antoine Zattara

CS 70248 - 13331 Marseille

www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr

